



La FSU exige le retrait du projet de réforme des retraites, qui fait porter l'effort de financement essentiellement sur les salariés. Elle demande l'ouverture de négociations pour une autre réforme des retraites par répartition, pour le maintien et l'amélioration du Code des Pensions. L'argument de

l'évolution démographique ne saurait camoufler le principal objectif du gouvernement : rassurer les marchés financiers, baisser les retraites pour inciter à la capitalisation.



La Fonction publique subit de plein fouet la suppression d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, la dénaturation des missions, le gel des salaires et bien sûr la réforme des retraites qui en plus des mesures communes à tous les salariés comme le recul des bornes d'âge, inflige des régressions sans pré-

cédent aux agents publics : fin de la CPA, restriction du minimum garanti des pensions, fin du dispositif de départ anticipé pour les mères de 3 enfants, alignement des taux de cotisation...qui conduiraient à une perte de pouvoir d'achat, une baisse du niveau des pensions, le creusement des inégalités entre les hommes et les femmes...



La politique de destruction d'emplois dans les services publics s'amplifie. Les 31.411 postes supprimés l'an prochain s'ajouteront aux quelques 100.000 déjà supprimés depuis 2007. Leurs conséquences en seront d'autant plus violentes. Dans l'éducation, le ministre annonce notamment près de 9 000 sup-

pressions dans le premier degré, 5 000 dans le second degré et 600 emplois de personnels administratifs.



Pendant que se mène la bataille sur les retraites, le gouvernement prépare, avec le projet de loi de Financement de la Sécurité Sociale, de nouvelles régressions dans le droit fil des précédentes. Aucune perspective n'est offerte pour améliorer le système de santé alors que les hôpitaux publics

sont asphyxiés et que la prévention reste un parent pauvre.

A l'Education, le gouvernement affiche son renoncement à la réussite de tous les élèves et les jeunes et confirme des dégradations des conditions de travail pour tous les personnels, impose des réformes qui n'ont d'autre but que de permettre les suppressions de postes : réforme des lycées, réforme de la formation des maîtres,... aggrave la précarité.

La FSU 13 soutient les salariés dans les secteurs qui d'ores et déjà ont décidé de poursuivre les actions sous toutes les formes, y compris la grève dans l'unité dans le public comme dans le privé.

Elle appelle à travailler à étendre et généraliser les grèves et manifestations dans tout le pays avant la fin du débat parlementaire.

Avec les autres UD des Bouches-du-Rhône, la FSU l3 appelle à l'amplification du mouvement unitaire et à la reconduction des actions décidées démocratiquement par les salariés, dès le 13 octobre.

